REPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté - Egalité - Fraternité

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

DÉPARTEMENT DE LA CORRÈZE — CIRCONSCRIPTION DE BRIVE



André JALINAT

Conseiller Municipal de Brive - Délégué aux questions scolaires

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

Candidat remplaçant :

FRANCIS GLEIZE

MAIRE DE QUEYSSAC-LES-VIGNES — EXPLOITANT AGRICOLE

Electrices, Electeurs,

La IVme République a été interrompue par d'extraordinaires événements. Certains parlent de *meurtre,* car le coup de grâce lui a été donné par la révolte d'Algérie et de Corse. D'autres, plus nombreux, estiment que c'est un *suicide,* à cause du jeu de massacre auquel se sont livrés, au Parlement défunt, les Communistes et la Droite, en compagnie d'éléments du Centre et même de Radicaux. Le *Parti Socialiste S.F.I.O.* a été un des rares partis qui a essayé de sauver le régime républicain par une action positive constante. Malgré les avertissements pathétiques de Guy MOLLET, la IVme République a sombré dans la désaffection populaire.

Entré voilà bientôt vingt ans dans l'histoire, Charles DE GAULLE, démocratiquement investi comme chef de gouvernement et soutenu par le Parti Socialiste, a évité la guerre fratricide. Son gouvernement a maintenu l'ordre dans la cité, redonné à la France son prestige international, démantelé les Comités de Salut Public en Algérie. Sa *politique libérale* en Algérie reprend le triptyque de Guy Mollet : « Cessez-le-feu, élections libres, recherche des interlocuteurs valables ».

Le Parti Socialiste se félicite du résultat du *referendum* en France, en Algérie, dans les territoires d'outre-mer. Il remercie le chef du gouvernement qui, écoutant la voix des ministres socialistes, a donné au pays la *loi électorale* demandée par la majorité des Français.

Dans cette Cinquième République qui s'élabore avec un système complètement rénové, les Socialistes doivent être à *l'avant-garde* et le Parti Socialiste doit devenir le centre de rencontre de tous les hommes de gauche épris de liberté et de justice sociale. Ses adversaires restent les mêmes : La droite de M. Duchet, d'abord, dont la politique bornée et incohérente n'a su que démolir les ministères avec les Communistes et se propose d'instaurer un régime que nous estimons révolu. Le Parti Communiste de M. Thorez, ensuite, à la position constamment négative, subordonnée à la stratégie et la tactique décidées en Union Soviétique.

A l'avant-garde de la Vme République, le Parti Socialiste demande à tous les démocrates, à tous les travailleurs, ouvriers et paysans, de rejoindre ses rangs pour que la République nouvelle soit une véritable démocratie sociale.

A la tête du gouvernement à direction socialiste, Guy Mollet a continué, de janvier 56 à mai 57, l'action de Léon Blum en 1936 : Fonds de solidarité pour les vieux, abattement des zones de salaires, trois semaines de congés payés, préavis de licenciement d'un mois, loi-cadre du logement, loi-cadre outre-mer, course prix-salaires stoppée, projet de loi-cadre pour sauver la paysannerie française. Cette action sociale doit être poursuivie.

Un programme de paix et de justice sociale

I. Politique économique et sociale

La hausse des prix est déclenchée depuis la chute de Guy Mollet. Tous les syndicats ouvriers et paysans signalent un début de crise économique. Dans quelques années, le nombre des jeunes à la recherche du travail aura doublé. Le bien-être des travailleurs est fonction du volume de la production et d'une équitable répartition du revenu national.

1. — *Le volume de la production* dépend des moyens affectés à l'industrie et l'agriculture.

Le Parti Socialiste est donc partisan d'une *politique d'investissements,* notamment dans les secteurs de l'énergie, du logement, des branches agricoles et industrielles, compétitrices dans le Marché Commun. Il faut promouvoir une politique de *plein emploi* pour éviter le chômage. Il faut former plus d'*ingénieurs* et de *techniciens.* Un *plan de modernisation et d'équipement* doit être établi. L'industrie française doit acquérir une *mentalité exportatrice* pour équilibrer notre balance commerciale.

La même discipline doit s'étendre aux *productions agricoles.* Le *projet de loi-cadre* de notre camarade Kléber Loustau doit servir de base à la *politique*

agricole de la Vme République : orientation de la production ; prix garantis, réorganisation des marchés agricoles ; fonds national de stabilisation ; réforme des circuits de distribution ; nouveaux moyens techniques de production ; sécurité sociale agricole complète ; protection contre les calamités ; développement de l'équipement rural.

Parallèlement doivent se développer les *industries régionales* pour répartir l'activité économique : reconversions industrielles ; implantation de nouvelles productions par la mobilisation de l'épargne régionale, l'octroi de primes, prêts, exonérations, subventions.

2. — *Une équitable répartition du revenu national* doit accompagner l'accroissement du volume de la production.

Sécurité dans le travail pour tous les travailleurs, même ceux momentanément défavorisés : paysans, artisans, commerçants.

Maintenir une *valeur constante à la monnaie* et lutter contre *l'inflation.*

Nécessité d'une *réforme fiscale* en donnant la préeminence à l'impôt direct.

Réaliser le principe de l'*autonomie des collectivités* proclamé par la Constitution du 4 octobre.

Il faut alléger la tutelle, faire une *réforme des finances locales* pour assurer aux communes et aux départements des ressources stables, faciliter le financement, faire profiter les communes de l'expansion économique, transférer à l'Etat des charges injustement supportées comme les contingents pour dépenses d'aide sociale.

Le *problème de la jeunesse* est d'abord un problème d'ordre *scolaire.* Il faut égaliser les possibilités de chacun, démocratiser l'enseignement, donner à tous leurs chances de promotion intellectuelle. La *réforme de l'enseignement* est urgente, car le bonheur des peuples se mesure à la valeur de leurs réalisations techniques et à leur niveau intellectuel.

II. Problèmes d'outre-mer

Les objectifs du Parti Socialiste sont d'assurer la libération de l'homme et de la femme, la libération économique des peuples et leur libération politique.

La sagesse du gouvernement a permis aux pays d'outre-mer de choisir et le Parti Socialiste se félicite de voir les territoires construire avec la France une *Communauté* fraternelle et solidaire. Il est souhaitable que la Guinée reste dans le sillage de cette communauté C'est la voie tracée par la *loi-cadre* de notre camarade Deferre qui a triomphé. Il faut éviter maintenant que les territoires ne tombent sous la coupe d'un nouveau capitalisme ou ne deviennent les bastions du bolchevisme international.

III. Problème algérien

La prolongation de la guerre est un danger pour notre jeunesse, nos finances, notre économie. Le Parti Socialiste stigmatise le *terrorisme* du F.L.N., mais veut chercher une solution au conflit.

Le but à atteindre est la *coexistence* harmonieuse des deux communautés et une totale égalité des droits. Une *politique libérale* et humaine ne peut accepter ni l'élimination d'une minorité algérienne européenne, ni le maintien d'un régime périmé.

Le Parti Socialiste affirme qu'il est nécessaire de rétablir *la paix* ; il ne pourra être trouvé de solution autre que *politique,* c'est-à-dire résultant de négociations avec les représentants qualifiés de la population sans aucune exclusive.

Le Parti Socialiste constate avec joie que le général de Gaulle s'est inspiré des solutions socialistes pour essayer de résoudre le grave problème algérien.

IV. Politique internationale

Les principales préoccupations du Parti Socialiste sont le respect des lois et traités, un effort constant en vue d'un désarmement progressif, simultané, contrôlé. L'arrêt des expériences nucléaires doit être complété par le contrôle des armements nucléaires existants.

La construction de l'Europe est un moyen pour consolider la paix. La France doit s'engager dans le développement du *Marché Commun,* car l'unité économique prélude à l'unité tout court. L'intégration du potentiel économique et énergétique du Sahara et de l'Afrique doit amener la réalisation du *groupement Eur-Afrique,* susceptible de servir d'arbitre entre les puissances russe et américaine.

Cette politique de paix et de fraternité s'efforce d'obtenir dans le même temps le maintien de la *sécurité collective* au sein de l'O.T.A.N., le développement des échanges Est-Ouest, l'aide en faveur des pays sous-développés.

Mais le Parti Socialiste tient à réaffirmer que l'essentiel demeure une paix désarmée indispensable à la conquête d'une civilisation plus humaine et plus sociale.

Electrices, Electeurs,

Le Parti Socialiste vous demande votre confiance.

En votant pour lui vous marquerez votre refus à une droite rétrograde et à un parti communiste aux ordres non de la classe ouvrière, mais de l'Union Soviétique.

Si vous voulez mettre le *Parti Socialiste à l'avant-garde de la Ve République,*

Votez André JALINAT
et Francis GLEIZE

Vu : LES CANDIDATS.

IMPRIMERIE NOUVELLE, BRIVE